

**Mission permanente de la France**

auprès de l'Office des Nations unies à Genève  
et des autres organisations internationales en Suisse

**OHCHR REGISTRY**

**11 MAR 2019**

IJ/ta 2019-0136886

Recipients : ..... **WGEID** .....

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse présente ses compliments au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme et a l'honneur de lui faire parvenir par courrier joint la réponse du Gouvernement français au questionnaire envoyé par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, qui vise à nourrir un prochain rapport sur les normes et les politiques publiques propres à assurer des enquêtes efficaces sur les disparitions forcées. Il vous prie de bien vouloir transmettre ces informations au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires.

La Mission Permanente de la France auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme les assurances de sa très haute considération./.



Genève, le 5 mars 2019

**Haut-Commissariat aux droits de l'Homme**  
Palais des Nations  
1211 GENEVE 10

**Contribution du Gouvernement français au questionnaire  
du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI) sur le thème :  
« Normes et politiques publiques pour une enquête efficace sur les disparitions forcées »**

*1) Veuillez indiquer s'il existe dans votre législation pénale un crime spécifique et autonome de disparition forcée qui réponde aux éléments contenus dans la définition de la Déclaration de 1992 et de la Convention de 2006 sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. Dans l'affirmative, veuillez fournir des précisions sur les dispositions législatives pertinentes, notamment en ce qui concerne:*

- a. les éléments à réunir pour inculper les auteurs présumés du crime de disparition forcée;*
- b. les conditions d'application de la responsabilité du supérieur hiérarchique ;*
- c. les sanctions pénales qui peuvent être appliquées pour le crime de disparition forcée, y compris pour toute personne qui commet, ordonne, sollicite ou incite à commettre, tente de commettre, se rend complice d'une disparition forcée ou participe à celle-ci.*

Le crime de disparition forcée est prévu de **manière autonome** par l'article 221-12 du code pénal introduit par la loi n° 2013-711 du 5 août 2013 portant diverses dispositions d'adaptation dans le domaine de la justice en application du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux de la France qui dispose que : « Constitue une disparition forcée l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté d'une personne, dans des conditions la soustrayant à la protection de la loi, par un ou plusieurs agents de l'Etat ou par une personne ou un groupe de personnes agissant avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement des autorités de l'Etat, lorsque ces agissements sont suivis de sa disparition et accompagnés soit du déni de la reconnaissance de la privation de liberté, soit de la dissimulation du sort qui lui a été réservé ou de l'endroit où elle se trouve. La disparition forcée est punie de la réclusion criminelle à perpétuité ».

a. Sur les éléments à réunir pour inculper les auteurs présumés du crime de disparition forcée :

Pour être constituée, l'infraction de disparition forcée suppose :

**Comme élément matériel :**

- Un acte attentatoire à la **sûreté de la personne concernée**, en l'espèce : « une arrestation, une détention, un enlèvement ou toute autre forme de privation de [sa] liberté ». Cette liste suit fidèlement le texte de l'article 2 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées<sup>1</sup> (ci-après « Convention de 2006 ») ;
- Cet acte attentatoire doit être **illégal**, c'est-à-dire être commis « dans des conditions soustrayant [cette personne] à la protection de la loi ». Cette mention figure également dans l'article 2 de la Convention de 2006.

<sup>1</sup> Pour mémoire l'article 2 de la Convention de 2006 dispose que : « Aux fins de la présente Convention, on entend par « disparition forcée » l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'Etat ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'Etat, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi ».

- Cet acte attentatoire doit être le fait d' « **un ou plusieurs agents de l'État** » ou « d'une **personne** ou [d'] un **groupe de personnes** agissant avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement des **autorités de l'État** ».
- Cet acte attentatoire doit être « accompagnés [...] de la dissimulation du sort qui lui a été réservé » ou de « de la dissimulation [...] de l'endroit où elle se trouve ». Là encore, la rédaction est fidèle à la Convention de 2006.

*Comme élément moral :*

- **Un dol général** : la conscience et la volonté de l'auteur du caractère illicite de l'acte attentatoire à la liberté de la personne ;
- **Un dol spécial** : la volonté de la disparition de la personne.

Par ailleurs, l'article 212-1 du code pénal prévoit que lorsque les disparitions forcées sont commises « en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique », elles sont constitutives de **crime contre l'humanité**.

b. Sur les conditions d'application de la responsabilité du supérieur hiérarchique

L'article 221-13 du code pénal énonce qu'est aussi « considéré comme **complice d'un crime de disparition forcée** mentionné par l'article 221-12 commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectif **le supérieur qui savait**, ou a **délibérément négligé de tenir compte d'informations** qui indiquaient clairement que ses subordonnés commettaient, ou allaient commettre un crime de disparition forcée et qui n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête ou de poursuite, alors que ce crime était relié à des activités relevant de sa responsabilité et de son contrôle effectifs ».

Il existe pour le crime contre l'humanité de disparition forcée (ainsi que pour tous les autres crimes contre l'humanité) un **texte spécifique** édictant des **règles similaires dérogatoires en matière de complicité** : l'article 213-4-1 du code pénal<sup>2</sup>, créé par la loi n° 2010-930 du 9 août 2010 **portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale** (art. 3).

L'article 221-3 du code pénal, **prenant en compte la complicité passive ou par abstention en matière de disparition forcée**, répond aux attentes de la Convention de 2006 dont l'article 6 demande aux États parties de tenir pour **pénalement responsable** le supérieur :

- « qui savait que des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectif commettaient ou allaient commettre un crime de disparition forcée ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui l'indiquaient clairement » ; (art. 6. 1, b, i),
- « qui exerçait sa responsabilité et son contrôle effectif sur les activités auxquelles le crime de

<sup>2</sup> Article 213-4-1 du code pénal : Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 121-7, est considéré comme complice d'un crime visé par le présent sous-titre commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectifs le chef militaire ou la personne qui en faisait fonction, qui savait ou, en raison des circonstances, aurait dû savoir que ces subordonnés commettaient ou allaient commettre ce crime et qui n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 121-7, est également considéré comme complice d'un crime visé par le présent sous-titre commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectifs le supérieur hiérarchique, n'exerçant pas la fonction de chef militaire, qui savait que ces subordonnés commettaient ou allaient commettre ce crime ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui l'indiquaient clairement et qui n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites, alors que ce crime était lié à des activités relevant de sa responsabilité ou de son contrôle effectifs.

disparition forcée était lié” et ; (art. 6, 1, b, ii),

- qui “n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour empêcher ou réprimer la commission d'une disparition forcée ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites” (art. 6, 1, b, iii).

**Le complice étant “puni comme auteur”** (article 121-6 du code pénal), il encourt donc les mêmes peines, tant principale que secondaires, que l'auteur d'un crime de disparition forcée.

- c. Sur les sanctions pénales qui peuvent être appliquées pour le crime de disparition forcée, y compris pour toute personne qui commet, ordonne, sollicite ou incite à commettre, tente de commettre, se rend complice d'une disparition forcée ou participe à celle-ci.

La disparition forcée est punie à la **réclusion criminelle à perpétuité** (article 221-12 du code pénal).

La durée de la période de sûreté est de 18 ans mais elle peut être portée à 22 ans par décision spécialement motivée de la cour d'assises. Pour mémoire, pendant la période de sûreté, le condamné ne peut bénéficier des dispositions concernant la suspension ou le fractionnement de la peine, le placement à l'extérieur, les permissions de sortir, la semi-liberté et la libération conditionnelle.

**Des peines complémentaires** sont également prévues (article 221-14 du code pénal):

- **Des peines complémentaires facultatives** : l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, l'interdiction soit d'exercer une fonction publique ou l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, soit d'exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d'administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale, l'interdiction de séjour, la confiscation, le suivi socio-judiciaire, l'interdiction du territoire français ;
- **Des peines complémentaires obligatoires** : l'interdiction de détenir ou porter pour une durée maximale de 15 ans, une arme soumise à autorisation et la confiscation d'une ou plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou à la libre disposition.

**Des peines complémentaires sont également prévues pour les personnes morales** (article 221-17 du code pénal) : amende (1 million d'euros en vertu de l'article 131-38 du code pénal), dissolution, interdiction d'exercer une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales, placement sous surveillance judiciaire, fermeture d'un ou plusieurs établissements de l'entreprise, exclusion des marchés publics, interdiction de procéder à une offre au public de titres financiers, interdiction d'émettre des chèques ou d'utiliser des cartes de paiement, confiscation selon les modalités prévues à l'article 131-21 du code pénal, publicité de la condamnation notamment par voie électronique, confiscation de l'animal ayant été utilisé pour commettre l'infraction ou contre qui l'infraction a été commise, interdiction de détenir un animal, interdiction de percevoir toute aide publique.

- 2) *Si la réponse à la question n ° 1 est négative, veuillez indiquer de quelle manière les actes de disparition forcée sont ou pourraient être actuellement qualifiés et traités dans votre législation pénale et si l'introduction d'un crime spécifique est envisagée.*

Sans objet

- 3) *Veillez indiquer si le délai de prescription s'applique aux crimes de disparition forcée ou s'il est proposé de l'appliquer dans une future législation incriminant les disparitions forcées? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la durée de la prescription et le moment à partir duquel elle commence à courir.*

L'article 221-18 du code pénal fixe la durée du délai de prescription de l'action publique à **trente ans**. Le point de départ du délai de prescription de l'action publique est le **jour où cesse la disparition**, c'est-à-dire le jour où la certitude sur le sort de la victime remplace l'incertitude, la victime réapparaissant en pleine lumière ou son décès étant établi.

**La disparition forcée constitutive d'un crime contre l'humanité est quant à elle imprescriptible** (article 213-5 du code pénal).

- 4) *Veillez indiquer si une personne a été reconnue coupable du crime de disparition forcée dans votre pays. Si tel est le cas, veuillez fournir des informations détaillées ainsi que la jurisprudence correspondante.*

**Aucune condamnation n'est encore intervenue en France du chef de disparition forcée.**

Cependant, plusieurs procédures sont en cours de ce chef. Ainsi, à la date du 8 janvier 2019, 17 procédures (enquêtes préliminaires et informations judiciaires confondues) sont ouvertes au sein du pôle crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du tribunal de grande instance (TGI) de Paris sous la qualification de disparition forcée, constitutive ou non d'un crime contre l'humanité.

- 5) *Indiquer s'il existe au sein des forces de l'ordre et / ou au sein des autorités de poursuite des unités spéciales chargées des enquêtes sur les disparitions forcées. Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom des unités et indiquer leur composition, en précisant si ces unités spéciales sont composées de professionnels spécialisés dans différentes disciplines, notamment en science médico-légale, en anthropologie et en psychologie. Sinon, veuillez expliquer qui est en charge d'enquêter ou de poursuivre les crimes de disparitions forcées.*

Créé par décret n°2013-987 du 5 novembre 2013, **l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH)** a été mis en place le 1er février 2014, intégrant les personnels précédemment affectés à la division de répression des génocides, crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre de la section de recherches de Paris, en charge de ces dossiers jusqu'à cette date. Cet office est un **service de police judiciaire à vocation interministérielle** et qui a compétence pour enquêter sur la totalité du territoire national. Il est composé de gendarmes, de policiers et d'agent de tout ministère concerné par son contentieux.

**Il a compétence en matière de crimes internationaux les plus graves** : génocides (article 211-1 du code pénal), crimes contre l'humanité (article 212-1 du code pénal), crimes et délit de guerre (articles 461-1 à 462-11 du code pénal), crimes de torture (convention contre la torture et autres peines et traitement inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984) et **crime de disparition forcée** (article 221-12 du code pénal).

**6) Ces unités spéciales ont-elles la compétence pour ouvrir des enquêtes sur des cas de disparitions forcées éventuels, même si aucune plainte formelle n'a été déposée?**

Le procureur de la République, ou l'OCLCH agissant sous son contrôle, peuvent ouvrir des **enquêtes en matière de disparition forcée même si aucune plainte formelle n'a été déposée**. C'est le cas d'ailleurs en pratique en application de l'article 40 du code de procédure pénale qui prévoit en son alinéa 3 que « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ». En matière de crimes pénaux internationaux, et en l'occurrence de disparition forcée, ces dénonciations sont le fait essentiellement des agences en charge de l'asile (Office français de protection des réfugiés et apatrides et Cour nationale du droit d'asile).

***Veuillez décrire comment et dans quel délai un cas de disparition forcée présumé ou probable fait l'objet d'une enquête dès le début.***

Dès lors que les faits sont portés à la connaissance du procureur de la République et que ce dernier a pu vérifier que la loi française était applicable (cf. question 14 ci-dessous), une enquête est ouverte.

**7) Les autorités chargées des enquêtes sur les disparitions forcées disposent-elles des pouvoirs et des ressources nécessaires pour mener l'enquête à bien, notamment pour contraindre les témoins à comparaître et pour produire les documents pertinents, y compris les dossiers de la police, de l'armée et des services de renseignements? Les archives pouvant contenir des informations pertinentes pour l'enquête sont-elles accessibles aux autorités chargées de l'enquête?**

L'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité (OCLCH) est actuellement composé de 20 personnels. De nouveaux effectifs vont lui être dédiés et des référents crimes de guerre, crimes contre l'humanité vont être désignés dans chaque Section de recherche de la police judiciaire de France afin de décupler les capacités d'enquête.

**L'office constitue également pour la France le point de contact central des échanges internationaux de coopération policière** relevant de sa compétence et collabore étroitement avec les services de police et les autorités judiciaires étrangères, avec l'Organisation des Nations unies (ONU) et ses agences (Haut-commissariat pour les réfugiés et Haut-commissariat aux droits de l'homme), avec l'organisation internationale de police criminelle (Interpol), le réseau européen « Génocides » d'Eurojust ou encore le point focal « crime de guerre » de l'agence européenne des services répressifs (Europol).

Dans le cadre de ses missions, l'OCLCH travaille également avec l'ensemble des services opérationnels de police judiciaire comme les sections de recherche, les services techniques de renseignement judiciaire et de documentation (STJD) ou encore l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale (IRCGN). Les échanges s'étendent aussi à d'autres partenaires institutionnels comme la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), TRACFIN (traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins), l'organisme du ministère de l'Economie et des Finances chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, ou encore l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), l'établissement public chargé d'assurer en France l'application des engagements internationaux de la France concernant la protection des réfugiés. D'autres rapprochements sont,

directement ou indirectement opérés, notamment avec les services de renseignement ou encore avec certaines organisations non gouvernementales qui traquent les criminels de guerre.

Concernant la possibilité des autorités chargées des enquêtes sur les disparitions forcées pour contraindre les témoins à comparaître et pour produire les documents pertinents, l'article 78 du code de procédure pénale dispose que « les personnes convoquées par un officier de police judiciaire pour les nécessités de l'enquête sont tenues de comparaître. **L'officier de police judiciaire peut contraindre la personne à comparaître par la force publique, avec l'autorisation préalable du procureur de la République**, les personnes qui n'ont pas répondu à une convocation à comparaître ou dont on peut craindre qu'elles ne répondent pas à une telle convocation. Le procureur de la République peut également autoriser la comparution par la force publique sans convocation préalable en cas de risque de modification des preuves ou indices matériels, de pressions sur les témoins ou les victimes ainsi que sur leur famille ou leurs proches, ou de concertation entre les coauteurs ou complices de l'infraction ».

Sur la question de la production des documents pertinents, il doit être distingué le cas des documents faisant **l'objet d'une classification et des autres documents** :

- S'agissant des autres documents, les officiers de police judiciaire peuvent soit les saisir lors de fouille ou perquisition soit requérir toute personne physique ou morale pour que ces documents lui soit remis ;
- S'agissant des documents classifiés, si l'information n'est pas déclassifiée d'initiative par le service détenteur, le magistrat adresse dans ce cas une requête à l'autorité administrative qui a procédé à la classification du document. Cette dernière saisit alors sans délai la commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN).

Cette commission s'assure que les éléments dont la déclassification est demandée intéressent effectivement la procédure et procède au tri des pièces classifiées afin de déterminer celles qui peuvent être utiles à l'enquête. L'avis, favorable, partiellement favorable ou défavorable à la classification, est rendu dans un délai de deux mois, et transmis au ministère qui a classifié l'information. La Commission prend notamment en considération les missions de service public de la justice, le respect de la présomption d'innocence et des droits de la défense, le respect des engagements internationaux de la France ainsi que la nécessité de préserver les capacités de défense et la sécurité des personnels.

Cet avis est purement consultatif et ne s'impose pas au ministère concerné, qui a ensuite un délai de 15 jours, à compter de la réception de cet avis, pour décider de la déclassification ou non du ou des documents concernés. L'expérience montre que les avis de la commission sont très largement suivis par les ministères concernés.

Les documents déclassifiés sont ensuite versés directement au dossier afin de compléter les éléments déjà recueillis dans la procédure.

**8) *Veuillez expliquer le cadre juridique permettant aux familles ou aux représentants des personnes disparues de participer à l'enquête et être informés des résultats. Veuillez expliquer si un soutien psychosocial est mis à la disposition des victimes au cours de l'enquête.***

Les familles ou les représentants des personnes disparues peuvent intervenir en exerçant l'action civile devant la juridiction pénale, en application de l'article 2 du code de procédure pénale. L'action civile en réparation de dommage causé notamment par un crime appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l'infraction. Ils peuvent aussi intervenir dans une information ouverte par le ministère public, en application de l'article 87 du

code de procédure pénale.

Les parties civiles disposent également de la possibilité d'adresser au juge d'instruction des demandes d'acte (article 82-1 du code de procédure pénale) afin que le juge procède à leur audition ou interrogatoire, à l'audition d'un témoin, à une confrontation ou à un transport sur les lieux, à la production de pièces ou à tout acte lui paraissant nécessaire à la manifestation de la vérité.

Les parties civiles sont par définition « partie » à la procédure et ont accès au dossier.

**9) Existe-t-il des dispositions et / ou des pratiques au sein de la police ou des organes des forces de l'ordre qui permettent d'écarter la participation à l'enquête des personnes, unités ou institutions présumées impliquées dans une disparition forcée ?**

La police judiciaire est exercée en France sous la direction du procureur de la République (article 12 du code de procédure pénale). Elle est placée, dans chaque ressort de cour d'appel, sous la surveillance du procureur général et sous le contrôle de la chambre de l'instruction (article 13 du même code).

**La police judiciaire agit ainsi dans le cadre d'enquête judiciaire sous l'autorité et le contrôle de l'autorité judiciaire.** Elle ne s'autosaisit pas des procédures. C'est le magistrat directeur d'enquête qui lui confie la charge des investigations. Par ailleurs, le procureur de la République et le juge d'instruction, selon les cadres procéduraux (enquête préliminaire ou instruction judiciaire), saisissent librement les services auxquels ils souhaitent confier les investigations.

**Il n'apparaît pas concevable dans ces conditions qu'un magistrat (procureur de la République ou juge d'instruction) qui dirige l'enquête judiciaire puisse confier celle-ci à un service de police qui serait lui-même soupçonné du crime de disparition forcée.**

En outre, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) ou celle de la gendarmerie nationale (IGGN) sont généralement saisies pour les faits les plus graves. L'IGGN, comme l'IGPN, sont, en effet, en charge, au niveau national, des enquêtes judiciaires, lorsqu'un membre des forces de l'ordre, militaire ou civil, est mis en cause ou susceptible de l'être. Participant au bon fonctionnement de la justice, elles contribuent également à la formation, respectivement, des personnels de gendarmerie et de police, en matière de déontologie, en intervenant dans les écoles de formation et en apportant un retour d'expérience sur le sujet. Elles appuient leur action sur deux principes essentiels, gages de leur crédibilité et de leur légitimité, d'une part, le **principe d'indépendance** par rapport aux formations qui composent la gendarmerie et la police nationale, d'autre part, le **principe d'impartialité** tant dans la réalisation de ses enquêtes, audits et études que dans l'expression de ses recommandations.

**10) En vertu de la législation de votre pays, les personnes qui ont commis ou qui auraient commis un ou plusieurs actes de disparitions forcées peuvent-elles bénéficier de lois d'amnistie spéciales, de grâces ou de mesures analogues qui pourraient avoir pour effet de les exempter de poursuites pénales ou de sanctions ?**

L'exemption des poursuites pénales ne pourrait intervenir que dans l'hypothèse, peu



vraisemblable, où une loi supprimerait cette incrimination du droit pénal français.

La dispense de sanction supposerait quant à elle, soit l'adoption d'une loi d'amnistie, soit la signature d'un décret de grâce présidentielle.

S'agissant de l'amnistie, cette dernière demeure théoriquement possible. Il s'agit d'une mesure prévue par l'article 34 de la Constitution du 4 octobre 1958 qui relève de la compétence du pouvoir législatif. Conformément aux dispositions des articles 133-9 et suivants du code pénal, l'amnistie efface la condamnation et retire aux faits leur caractère infractionnel.

Depuis août 2002, aucun texte d'amnistie n'a cependant été voté par le Parlement par souci notamment de ne porter atteinte aux principes de la séparation des pouvoirs, de l'autorité des décisions de justice et de l'égalité entre les citoyens devant la loi que dans des cas exceptionnels. De 1958 à 2002, 25 textes d'amnistie avaient été adoptés (but d'apaisement à la suite de certains événements ayant gravement troublé la paix politique ou sociale, clarification de situations résultant de l'adoption de nouvelles dispositions législatives ou amnisties liées à l'élection du Président de la République).

S'agissant de la grâce présidentielle, une telle décision demeure également théoriquement possible. Prévu par l'article 17 de la Constitution du 4 octobre 1958, le droit de grâce relève de la compétence personnelle et exclusive du Président de la République. La possibilité de recourir aux décrets de grâce collective a néanmoins été supprimée par la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008 relative à la modernisation des institutions de la Vème République. Seules des grâces à titre individuelles peuvent donc désormais être octroyées par le Président de la République. L'usage de son droit de grâce par le Président de la République est aujourd'hui très résiduel<sup>3</sup>.

11) *Veuillez indiquer si votre législation prévoit des circonstances atténuantes en faveur de ceux qui ont contribué à la récupération en vie de la personne disparue ou à clarifier des cas de disparition forcée en fournissant volontairement des informations.*

Si le code pénal français ne connaît plus de dispositif de circonstances atténuantes depuis 1994, l'article 132-78 du code pénal prévoit cependant un **dispositif d'exemption ou de réduction de peine** pour la personne qui a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit et qui, ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire, a permis de faire cesser l'infraction, d'éviter la réalisation de l'infraction ou qu'elle ne produise un dommage et le cas échéant, d'identifier les autres auteurs ou complices.

**Cependant, le crime de disparition forcée ne fait actuellement pas partie des 32 infractions qui permettent l'application de ce dispositif.**

Un groupe de travail a été installé par le ministère de la Justice (Direction des affaires criminelles et des grâces - DACG) en fin d'année 2018 afin de rendre ce dispositif plus cohérent et efficace, et des réflexions se tiendront dans ce cadre sur son éventuelle application aux crimes de disparitions forcées.

12) *Indiquer s'il existe des situations dans lesquelles des cas de disparitions forcées peuvent faire l'objet d'une enquête ou être jugés par des tribunaux spéciaux ou militaires.*

En temps de paix, il n'existe plus, en France, de juridiction militaire. Dès lors, les militaires mis en

---

<sup>3</sup> Nombre de grâces octroyées par an ces 5 dernières années : 0 en 2014 ; 5 en 2015 ; 2 en 2016 ; 0 en 2017 ; 1 en 2018.

cause pour des faits susceptibles d'être qualifiés de disparition forcée au sens de l'article 221-12 du code pénal commis dans l'exercice du service, relèvent, en temps de paix de la compétence des juridictions de droit commun spécialisées en matière militaire en application de l'article 697-1 du code de procédure pénale (CPP).

**Il s'agit de juridictions « civiles », qui appliquent les règles de procédure pénale de droit commun et sont spécialisées dans ce contentieux.** Certaines dispositions de procédure spécifiques y sont applicables, notamment l'avis du ministre chargé de la défense qui doit être sollicité avant la mise en mouvement de l'action publique (article 698-1 du CPP) ou le monopole de la mise en mouvement des poursuites par le parquet pour les faits commis en opérations extérieures (article 698-2 alinéa 3 CPP) ce qui assure la prise en compte de la spécificité des missions et des aspects militaires des affaires qu'elles ont à connaître.

**En situation de crise** (état de siège) ou de guerre, cas où les juridictions militaires seraient rétablies, si un militaire était mis en cause pour des faits susceptibles d'être qualifiés de disparition forcée, le traitement de cette procédure relèverait de la **compétence de ces juridictions militaires.**

*13) Veuillez indiquer si une commission de la vérité ou tout autre mécanisme similaire a été mis en place dans votre pays et, dans l'affirmative, comment cette commission a contribué aux enquêtes sur les disparitions forcées.*

Sans objet

*14) Indiquer dans quels cas votre État peut établir sa compétence à l'égard des cas de disparition forcée commis à l'étranger, notamment pour l'infraction de disparition forcée commise à l'étranger lorsque l'auteur présumé est présent sur tout territoire sous sa juridiction. Dans l'affirmative, veuillez donner des exemples de situations dans lesquelles cela s'est produit.*

La loi française est applicable :

- Si l'auteur ou le complice d'un crime de disparition forcée est de nationalité française en vertu de l'article 113-6 du code pénal ;
- Si la victime du crime de disparition forcée est de nationalité française en vertu de l'article 113-7 du code pénal ;
- Si l'auteur ou le complice de nationalité étrangère, est présent sur le territoire français en vertu de l'article 689-13 du code de procédure pénale. Cet article dispose en effet : « Pour l'application de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée à New-York, le 20 décembre 2006, peut être poursuivie et jugée dans les conditions prévues à l'article 689-1 du présent code<sup>4</sup> toute personne coupable ou complice d'un crime défini au 9<sup>ème</sup> aliéna de l'article 212-1 ou à l'article 221-12 du code pénal lorsque cette infraction constitue une disparition forcée au sens de l'article 2 de la convention précitée ».

**La loi pénale française est ainsi applicable à l'encontre de tout individu (auteur du crime consommé ou de sa tentative ou complice du crime consommé ou de sa tentative) appréhendé sur le territoire de la République quelle que soit sa nationalité, quelle que soit la**

<sup>4</sup> Article 689-1 du code de procédure pénale : « En application des conventions internationales visées aux articles suivants, peut être poursuivie et jugée par les juridictions françaises, si elle se trouve en France, toute personne qui s'est rendue coupable hors du territoire de la République de l'une des infractions énumérées par ces articles. Les dispositions du présent article sont applicables à la tentative de ces infractions, chaque fois que celle-ci est punissable. »

**nationalité de la victime et quel que soit le lieu de commission du crime de disparition forcée.**

**15) *Veuillez indiquer quelles sont les mesures en place pour garantir que toutes les parties impliquées dans l'enquête sur les disparitions forcées, y compris le requérant, les avocats, les témoins et les enquêteurs, soient protégées contre les mauvais traitements, l'intimidation ou les représailles; et pour veiller à ce que, si ces actes prohibés se produisent, ils soient punis de manière appropriée, conformément aux paragraphes 3) et 5) de l'article 13 de la Déclaration. S'il existe un bureau ou une unité de protection de ces personnes, veuillez expliquer son mandat, ses compétences et ses pouvoirs, ainsi que le cadre juridique applicable.***

Plusieurs dispositions du code de procédure pénale permettent aux témoins et victimes de bénéficier d'un régime protecteur dans le cadre de la procédure :

S'agissant des témoins, en sus du témoignage anonyme prévu aux articles 706-58 à 706-63 du code de procédure pénale, la loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale a introduit un nouvel article 706-62-1 prévoyant le dispositif de « témoin confidentiel ». Ce dispositif permet de ne faire référence à l'identité du témoin que par un numéro, notamment au cours des audiences publiques et dans les ordonnances, jugements et arrêts susceptibles d'être rendus publics. Dans ce cas, l'identité du témoin est connue des parties à la procédure mais n'est pas rendue publique : il s'agit de protéger le témoin du public.

Par ailleurs, la victime et plus généralement le témoin peut, sur autorisation du procureur de la République ou du juge d'instruction, déclarer comme domicile l'adresse du commissariat ou de la brigade de gendarmerie. Son adresse personnelle est alors inscrite sur un registre côté et paraphé ouvert à cet effet. Son adresse ne peut être révélée en aucune circonstance, sous peine de sanctions pénales (article 706-59 du code de procédure pénale). La victime qui souhaite se constituer partie civile peut déclarer l'adresse d'un tiers, sous réserve de l'accord de celui-ci. Ainsi, de nombreuses parties civiles se font domicilier chez leur avocat.

Enfin, la qualité d'avocat, de militaire de la gendarmerie nationale, de fonctionnaire de la police nationale de victime, de témoin ou de partie civile est érigée en circonstance aggravante des délits ou crimes d'atteinte aux personnes (meurtre, violences, acte de torture) lorsque cette qualité était connue de l'auteur des faits et que les faits ont été commis en raison de cette qualité.

Par ailleurs, le ministère de la justice (bureau de l'aide aux victimes et de la politique associative) finance 166 associations d'aide aux victimes, généralistes et/ou spécialisées, qui assure un accompagnement juridique, psychologique et social de famille de victimes disparues ou non.

**16) *Quelles mesures votre État a-t-il adoptées dans le domaine de la coopération judiciaire internationale pour faciliter le bon déroulement des enquêtes sur les cas de disparitions forcées transnationaux?***

A la date du 8 janvier 2019, 17 procédures (enquêtes préliminaires et informations judiciaires confondues) sont en cours en France, toutes au sein du pôle crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre du tribunal de grande instance de Paris sous la qualification de disparition forcée, constitutive ou non d'un crime contre l'humanité. Cette centralisation des procédures facilite la mise en œuvre de la coopération judiciaire internationale et le bon déroulement des enquêtes sur ces cas.

L'autorité centrale pour la coopération judiciaire en matière pénale (Ministère de la justice -

Direction des affaires criminelles et des grâces - bureau de l'entraide pénale internationale) dispose pour sa part de référents pour les procédures de crimes contre l'humanité, crimes et délits de guerre, disparitions forcées, afin de favoriser la mise en œuvre d'une coopération judiciaire la plus diligente possible.

**17) *Veillez expliquer quelles mesures existent dans votre pays en matière de coordination entre les différents services / agences impliqués dans les enquêtes sur les disparitions forcées.***

L'animation et la coordination des enquêtes pénales sur les disparitions forcées est exercée par l'Office central de lutte contre les crimes contre l'humanité, les génocides et les crimes de guerre (OCLCH), en application de l'article 4 du décret du Premier ministre n°2013-987 du 5 novembre 2013 (cf. également question 5).

L'OCLCH est ainsi compétent pour les disparitions forcées, qu'elle soient constitutives d'un crime contre l'humanité sanctionné par l'article 212-1, 9° du code pénal ou d'un crime de droit commun, tel que sanctionné par les articles 221-12 et suivants du code pénal, introduits par la loi n°2013-711 du 5 août 2013.

Au surplus, les services centraux en charge des enquêtes impliquant des policiers ou gendarmes dans l'exercice de leur fonction, à savoir respectivement l'inspection de la police nationale (IGPN) et l'inspection de la gendarmerie nationale (IGGN) travaillent en parfaite coopération et échangent régulièrement des informations.

**18) *Quels sont les principaux obstacles et défis rencontrés par votre pays, s'ils existent, pour enquêter efficacement sur les disparitions forcées? Votre État a-t-il des recommandations et / ou des propositions à cet égard?***

Sans objet.